

EDITORIAL



[Edito de juillet 2020 : Les statues meurent aussi](#)



Ce titre tiré d'un documentaire anticolonialiste d'Alain Resnais et Chris Marker de 1953 donne le ton. Même si l'on sait bien que le problème n'est pas l'art statuaire mais le « racisme », ce mouvement inédit de mondialisation de l'antiracisme déclenché par le meurtre aux États-Unis de George Floyd nous interroge quant à l'histoire. Longtemps, le déboulonnage fut la marque d'un basculement politique, une révolution, à l'image de la statue renversée et brisée des rois de France à la révolution ou de Saddam Hussein en Irak ou même de Lénine dans les Pays de l'Est, aujourd'hui c'est le signe de la colère, une fracture communautaire en somme, symbole de la colonisation, de l'esclavage et du racisme. Cette contestation actuelle reste une dénonciation de la persistance pour certains du racisme dans les sociétés contemporaines.

Déboulonner pourrait alors être considéré comme vandaliser l'Histoire. Car l'histoire que l'on raconte est toujours celle des vainqueurs, l'histoire de la majorité, vue et vécue par ceux qui détenaient le pouvoir et les moyens de passer à la postérité, l'histoire d'une partie de la population en somme. Une des figures les plus débattues est sans nul doute en France, celle de Colbert,

ministre de Louis XIV pour son rôle dans le Code noir qui organisait l'esclavage aux Antilles. La mémoire des personnages persiste quoi qu'il arrive. Faire disparaître Colbert de nos têtes, c'est renommer des rues, des places, arracher les pages des livres..., les traces persévéreront quoi qu'il se passe.

Le problème, me semble-t-il, est la complexité historique, l'anachronisme, juger le passé avec nos yeux, nos valeurs d'aujourd'hui. On se souvient tous de «Tintin au Congo» la 2e BD d'Hergé qu'il y a une dizaine d'années avait défrayé la chronique. Faut-il l'interdire, la détruire, la réécrire ? Ces actions de force actuellement s'étendent également vers les plaques de rue de personnages esclavagistes qui ont fait la fortune de ces cités comme on peut en voir à Nantes au passé de négrier. Quant à Bordeaux qui elle-aussi possède un lourd passif avec la traite négrière, la ville girondine a choisi la pédagogie mémorielle. Trouver des alternatives au retrait de ces effigies, une introspection s'impose en France sur la statuaire qui s'est multipliée sous la IIIe République avec ce goût prononcé et dénoncé actuellement pour le soldat blanc colonisateur. Mentionner les faits et méfaits sous les représentations plutôt que de les détruire. Ou déplacer ces statues au musée plutôt que leurs disparitions, un maintien dans tous les cas au nom de la mémoire humaine. *Ignorer l'histoire c'est être condamné à la revivre* disait Winston Churchill qui lui aussi est dans la cible des antiracistes... Mieux vaut donc la pédagogie que la purge, élargir la mémoire de notre passé, tout en créant ensemble notre avenir serait la meilleure réponse à toute destruction !

EDITORIAL



[Edito de juin 2020 : Combien de temps encore ?](#)



Quel plaisir de pouvoir à nouveau reprendre la route du bureau sans une attestation à remplir qui justifiait le déplacement dans un premier temps et bien au-delà dans un second temps. Après presque deux mois de confinement et d'intermède obligatoire, toute l'équipe du Petit Vendômois est présente et a pu travailler à ce journal de juin qui annonce l'été, un peu en avance, il faut bien l'avouer ! Bien sûr, comme l'exigent les nouvelles règles, les manifestations ne peuvent pas reprendre jusqu'à nouvel ordre et celles qui étaient à venir ont été quasiment toutes supprimées ou repoussées. Mais pour relater les événements positifs, les élans de générosité ou les gestes de solidarité, notre mensuel peut aujourd'hui raconter ces histoires, pas toutes évidemment car nombreuses elles furent. Ne boudons pas non plus cette liberté retrouvée, cette indépendance qui nous manquait tant lorsque la vague, le tsunami nous obligeait, à juste titre, à rester chez nous, confinés, même si nous avons eu le temps et la joie de pouvoir observer mère nature évoluer, s'épanouir en direct devant nos fenêtres ou dans nos jardins.

La splendeur de ce printemps précoce aux allures d'été se teintait de tristes nouvelles, la maladie et

la mort étaient partout, à l'hôpital ou devant nos écrans et, en confinement, la nature se déployait tout entière, des chants d'oiseaux aux fleurs et aux arbres en pleine floraison. La terre ne s'est pas arrêtée de tourner pour autant, la vie continuait à exploser en cette merveilleuse saison. Être sensible au malheur du monde et, malgré tout, être ébloui de couleurs, d'odeurs et de sensations, caresser des pensées futiles, drôles, gourmandes et même sensuelles. C'est nécessaire, vital, bien sûr, quand la douleur et la tristesse rôdent, il faut aimer la vie, peut-être même deux fois plus qu'avant.

Et puis, au bout de deux mois, le déconfinement arrive, doucement. Il m'en vient à rêver du temps où je vais pouvoir enfin serrer tous ceux que j'aime dans mes bras, embrasser ma famille et mes amis, pouvoir nous toucher, nous tenir par l'épaule. Au début, ce geste obligatoire de non-contact, nous adhérons, nous n'en avons plus forcément envie, l'organisation primait et il fallait limiter la propagation. Notre peau ne se souvient déjà plus du contact, les grands parents n'ont pu voir leurs petits-enfants pendant deux mois puis, aujourd'hui, ne peuvent pas les embrasser et ni les câliner. Depuis combien de temps n'ai-je pas serré une main pour dire bonjour tout simplement, on ne se touche plus. Quand il y a libération dans la grande histoire, elle est toujours accompagnée de liesse et d'accolades normalement ! Disons que c'est une question de patience mais combien de temps ? Tels des enfants, nous sommes impatients surtout lorsque les bonnes nouvelles sont données chaque jour. Nous souhaiterions tout immédiatement, êtreindre ceux qu'on aime, serrer des mains inconnues sans entrave, sans gel ni gants ou masques, nous voudrions accélérer le temps et trouver vite ce vaccin en somme. Après l'épidémie vient le temps de la famine, on a faim de contact, l'homme est ainsi fait. Combien de temps encore ?

EDITORIAL



[Edito de mai 2020 : Et après le 11 mai ?...](#)



Cette période trouble que nous vivons tous laissera des traces pour sûr. On le sent, on le pressent, « le monde d'après » comme aiment le souligner les chroniqueurs s'obscurcit.

D'abord socialement ces gestes barrières et cette sécurité sanitaire qu'il nous faut absolument respecter, nous poussent à nous éloigner d'au moins un mètre des personnes sans oublier le lavage des mains fréquent et ce fameux kleenex à usage unique. Avec l'illustre masque qui a fait couler beaucoup d'encre et qui va devenir obligatoire en public dès le début du dé-confinement, nous devons être attentifs au regard de nos interlocuteurs, nous ne verrons plus les mimiques des lèvres qui nous permettaient de rajouter du social à nos paroles. Malgré le tissu devant la bouche et le nez, rien ne nous empêchera de sourire car cette expression se voit dans les yeux, un nouveau mode d'expression en somme est en route.

Economiquement ensuite, le gouvernement nous l'annonce malgré les mesures qu'il a dû prendre en catastrophe. Les entreprises comme les commerces, qu'elles soient petites ou grandes souffrent ou vont souffrir avant de retrouver la vie d'avant le 17 mars, il y a à peine 2 mois, avant l'arrêt complet du pays. Bruno Lemaire a même invité les Français à reprendre massivement le travail, invitant chaque chef d'entreprise à suivre un protocole sanitaire strict parfois irréalisable. Précipitant les enfants à l'école, le gouvernement se repose sur les décisions des maires, leur assurant la responsabilité de cette reprise. Certes beaucoup d'incertitudes dans toutes ces décisions mais l'Etat fait face à une pandémie sans aucune référence même si l'exemple de certains pays aurait pu l'éclairer sur d'autres conclusions. Le temps des explications viendra.

Puis culturellement, tous les spectacles, festivals, concerts, théâtres, ... tout est à l'arrêt entraînant des milliers d'emplois, du comédien au machiniste, toutes ces personnes ou ces associations qui œuvrent pour la culture se sentent abandonnées, comme le souligne la lettre du 2 mai dans le quotidien *Le Monde* signée par un collectif d'artistes. La crainte d'un retour à la normale pour 2021 laissant sur le carreau un grand nombre d'entre eux sans qu'aucune mesure n'ait été prise. Le tourisme, restaurateurs et hôteliers compris, est également très inquiet, cette saison 2020 sera sûrement une épreuve compliquée.

En ces temps, rien ne pourrait donner à sourire, le pessimisme remporte la partie. Les géants du web se gavent, ne payent pas d'impôts, assoient leur hégémonie mais on s'aperçoit bien qu'il ont joué un rôle essentiel dans ces temps de confinement. Ils nous agacent, nous effraient mais on les utilise tous avec un certain plaisir et c'est paradoxal. Chacun a pu s'exprimer grâce à eux, de nouvelles façons de communiquer ont vu le jour et l'art, grâce notamment à des amateurs éclairés, s'est exposé avec création et beauté. La solidarité entre les hommes a joué beaucoup aussi, certains se sont trouvés ou retrouvés en visio, le temps était à la communion. Nous vivions tous et en même temps ces moments violents du « restez chez vous » indispensable au milieu hospitalier qui malgré les coupes budgétaires dont il fut victime a tenu et tient le coup. Cet épisode impitoyable et tortueux restera gravé en nous pour le pire ou le meilleur mais il ne sera pas anodin dans notre vie. Nous pourrions dire que nous y étions, en espérant que « les jours d'après » ne seront plus comme ceux d'avant ne serait-ce qu'en termes d'écologie ou du vivre ensemble.

EDITORIAL



Edito de avril 2020 : En avril, ne te découvre pas, reste à domicile



L'édito d'un numéro d'avril qui ne sortira jamais

« *En avril ne te découvre pas d'un fil* ». L'adage populaire pourrait se remplacer, au temps du Covid-19, par « *en avril rien ne sera facile* ». Les Français entament la 4^e semaine de confinement aujourd'hui même à l'heure où l'équipe du Petit Vendômois devait distribuer son numéro d'avril, un numéro printanier, dans lequel nos lecteurs auraient dû retrouver les multiples manifestations qui devaient se dérouler dans notre région chaque week-end. Comme beaucoup de Vendômois, il me semble que le 16 mars, jour du discours de notre président Emmanuel Macron annonçant le confinement plus strict afin de lutter contre l'épidémie, est un jour lointain, trois semaines se sont écoulées qui paraissent trois mois. Ces sévères mesures, jamais imaginées en temps de paix, ont semble-t-il brisé, tout au moins dans un premier temps, les cloisons de l'espace social, tout le monde est concerné, le banquier comme le travailleur sont soumis aux mêmes menaces. Cependant très vite, l'argent a repris son pouvoir, les confinés des résidences secondaires rouvertes pour l'occasion qui télé-travaillent et les confinés avec leurs enfants dans de petits appartements sans balcon ont

créé des différences dans la restriction. Sans oublier bien sûr les invisibles du quotidien, soignants, pompiers, ambulanciers, camionneurs, caissières,... qui continuent sans relâche et sans protections réelles à assurer l'approvisionnement et les soins, liens vitaux pour notre survie.

Le confinement et la distanciation des gens entre eux, l'ensemble de nos sociabilités risquent au final d'être bouleversés par la numérisation accélérée qui connaît un surcroît d'activité. Tandis que nos commerçants ne peuvent ouvrir car non-essentiels, Amazone embauche, sans gestes barrières dans les allées, ce qui lui est reproché à juste titre. Les apéros-visio sur des applis dédiées, les réseaux sociaux qui tournent à fond avec ce flot de fakenews, les streaming et autres sites de vidéos et séries à la demande, tout est numérisation pour rester chez soi, c'est une situation inédite et qui accélère le processus. Des initiatives surgissent comme le regroupement de producteurs locaux pour vendre leurs légumes, fruits, fromages ou viandes avec paiement en ligne et livraison chez soi. Les créations inédites d'artistes qui permettent à chacun de passer le temps tout en se cultivant, le confinement nous donne un moment de répit et l'occasion de réfléchir seul ou en famille pendant ce temps suspendu improbable.

« *La politique ne me concerne pas* » jusqu'au jour où chacun comprend que ce sont bien des choix politiques qui ont laminé l'hôpital. Depuis 20 ans, un seul mot d'ordre des différents gouvernements prédomine, réduire les coûts, l'hôpital pourra fonctionner en mode « *juste à temps* ». Cette crise du Coronavirus tient autant de la dangerosité du virus qu'à la dégradation organisée du système sanitaire en général et hospitalier en particulier. Une sonnette d'alarme que n'a cessé de sonner l'ensemble du personnel depuis de longs mois. La mise en place, petit à petit du principe de soins-marchandises importés des Etats-Unis, la tarification à l'activité proportionne le financement des établissements aux nombres d'actes médicaux effectués et facturés comme dans un magasin, plutôt qu'en fonction d'une planification des besoins réels. Un Etat donc qui s'est acharné ces dernières années à se dépouiller des lits de réanimation, peu lucratifs mais est-ce que l'hôpital doit être rentable ? Comme les pompiers qui ne se déplacent pas simplement au feu mais comme chacun le désire et le souhaite, qu'ils soient également prêts dans leur caserne en attendant leur sirène. La France s'est révélée aussi incapable de dépister massivement les malades du Covid-19, révélant ainsi à ceux qui l'ignoraient la dépendance de la Santé Publique vis-à-vis des laboratoires privés.

Le monde semble vaciller et confronté à une accélération hors-norme. Les alertes s'accumulent, inégalités, augmentation du chaos climatique et écologique, un système financier au bord de l'implosion... et désormais l'épidémie, la liste est longue des menaces qui sapent notre moral et notre confiance dans un avenir même tout proche. Ne peut-on pas dire qu'au fond cette crise épidémique nous invite à repenser des pans entiers de la mondialisation, notre dépendance à la Chine, entre autres, au libre-échange, à l'avion, au cargo ? Le Covid-19 découvre aux yeux de tous, une organisation économique encore plus aberrante dont chacun soupçonnait déjà. Les masques inutiles il y a 15 jours car avouons-le aucun stock, aucune préparation d'un gouvernement qui nous assurait pourtant que tout était en place, ces mêmes masques reçus par millions de Chine vont donc sûrement être obligatoires ces jours prochains avec les gestes barrières qui eux restent d'actualité. Et l'Europe dans tout ça ? Si elle n'est pas capable de faire preuve de plus de témérité et de coordination, les séquelles du virus risquent d'être profondes et douloureuses.

Cette pandémie peut être l'occasion de faire la paix avec la Terre. On l'a vu au-dessus de la Chine par satellite, l'activité humaine en forte baisse apporte ce répit à la planète. Il faut offrir à l'humanité une dernière chance pour prendre conscience de sa communauté de destin. Passer simplement d'un Etat qui ne peut rester durablement « *solitaire* » à une souveraineté « *solidaire* », ce bouleversement peut donner le déclic, commencer enfin à mettre en place des dispositifs de protections solidaires des biens communs mondiaux. Ce serait alors, la grande leçon que nous pourrions retenir de cette pandémie planétaire. Le confinement peut parfois nous rendre optimistes et rêver à des lendemains qui chantent. « *La chose importante à garder en tête est qu'il ne faut jamais attendre une minute pour commencer à changer le monde* » écrivait Anne Frank dans son journal, confinée pendant plus de deux ans dans un deux pièces avant d'être déportée et de mourir en camp de concentration.

EDITORIAL



[Edito de mars 2020 : Moins d'atome plus de renouvelable](#)



Le 22 février, le premier réacteur de la plus vieille centrale nucléaire en activité en France, Fessenheim, s'est arrêté après 43 ans de service et le débranchement de son frère jumeau est prévu pour cet été. Une fermeture débattue, étudiée, planifiée et maintes fois repoussée. François Hollande l'a annoncé, Emmanuel Macron l'a fait. Avec cette centrale alsacienne devenue un totem, la France se prive ainsi d'une production d'électricité au plus bas coût européen dans des conditions fiables d'après l'Autorité de sûreté nucléaire. Avec elle, débute l'extinction progressive des unités construites entre les années Pompidou et Mitterrand, les années folles du nucléaire tricolore.

Certains s'en affligent, prétextant que c'est l'énergie dont nous avons besoin pour pouvoir sortir des combustibles fossiles, une électricité pilotable et très peu carbonée. Car même si les énergies renouvelables se développent, elles restent encore loin de remplir nos besoins en électricité. La production annuelle de la centrale de Fessenheim était équivalente à celle de tous les panneaux photovoltaïques de France. Les supers batteries à un coût compétitif et aucune pollution à la fabrication et au recyclage reste à inventer encore.

Mais, la révolution de l'électro-mobilité ou la croissance du numérique évolueront comme aujourd'hui en fonction des usages, des pics de consommation et nécessiteront une fourniture régulière d'électricité que les énergies renouvelables intermittentes, éolien, photo-voltaïque et hydraulique, ne pourront fournir. Les Allemands depuis leur sortie du nucléaire ont réussi ce prodige d'augmenter leurs émissions de gaz à effet de serre, d'accroître la production de charbon et

leur dépendance au gaz russe et de faire appel au nucléaire français lorsque le manque se faisait sentir. Un passage obligé avant de pouvoir compter exclusivement sur ces énergies vertes. En attendant, elle vend à prix zéro ou presque à certains moments leurs excédents de production de renouvelables !

Certains rassurent et affirment que l'arrêt de Fessenheim et bientôt d'ici 2035, douze autres réacteurs de première génération, ne nous dirige pas vers une hausse de nos émissions en CO2 due à la production de charbon ou de gaz pour compenser, ni vers un retour à la bougie pour nous éclairer. Car si le nucléaire est bas en carbone, il pollue gravement et durablement la planète. Avec cette période de fermeture s'amorce surtout une refonte complète de notre paysage énergétique. Passer de 71% de part de nucléaire dans notre consommation nationale à 50% pour jouer à part égale avec le renouvelable, la solution semble plutôt résider dans les gisements d'économies d'énergie. La rénovation thermique des logements par exemple ou le renouvellement des vieux chauffages électriques, l'arrêt des écrans publicitaires lumineux aux abords des centres commerciaux ou dans le métro en cas de pic de consommation.

Pourquoi pas moins de nucléaire, je ne suis pas contre, bien au contraire mais j'ai cette impression, à l'exemple de l'Allemagne, qu'avant de fermer les réacteurs, il faudrait réfléchir et organiser la filière. Et même si les efforts ont l'air d'aller dans le bon sens, la France est encore bien loin de se passer de l'atome.

EDITORIAL



Edito de février 2020 : Démocratie en danger



Il y a 70 ans, l'intellectuel britannique, Georges Orwell disparaissait. Des livres devenus des classiques qui décryptent aussi bien le totalitarisme et sa mécanique que la surveillance numérique mondialisée et les «fake news», un écho finalement aux conditions de la démocratie d'aujourd'hui. On croit à ce grand concept politique hérité de la Grèce antique en le définissant comme sacré, presque intouchable. Car, si étymologiquement, la démocratie c'est le pouvoir par le peuple (demos : peuple, kratos : pouvoir), on peut s'inquiéter de certains courants qui nous en éloignent de plus en plus comme les GAFAs, hors de contrôle, qui siphonnent la souveraineté des États. Le nombre d'utilisateurs les met en effet à la dimension de véritables nations, puissances économiques sans redistribution. L'utilisation sans contrôle réel des données privées, l'enfermement dans des réseaux où tout le monde pense pareil et la capacité de ces monstres économiques à s'exempter de la contribution par l'impôt fait de ses entreprises surpuissantes le Big Brother d'aujourd'hui.

Il suffirait de se couper de tout cela mais, à titre individuel, il est quasi impossible de s'en passer, une absence d'alternatives en somme. Ils se sont rendus indispensables et accentuent les dérives. Dernier exemple en date, il y a un an, pour les «Gilets Jaunes» les pages facebook où ils retrouvent leurs amis grâce à des algorithmes qui favorisent les échanges amicaux est le seul instrument crédible d'information à leurs yeux par rapport à l'information fournie par les médias professionnels. Ainsi, chaque jour, des flots de messages de haine et d'images truquées circulent sur les plateformes numériques, le débat démocratique est pris au piège des GAFAs en somme. Autre technologie qui se développe à grande échelle et qui demanderait également un encadrement : la reconnaissance faciale. La généralisation de ces technologies pourrait être préjudiciable à nos libertés, quels usages acceptables ou non pour demain ? Plaidons là aussi pour un large débat public...

Car la politique et plus particulièrement la démocratie, est un acte de parole, le temps du débat puis de la décision qui s'ensuit. Elle est cet ordre politique qui n'est fondé sur aucun ordre naturel, ni religieux, ni idéologique, ni philosophique, elle n'est qu'une réflexion ouverte pour vivre en commun et pour le bien de tous. Et pour avoir cette concertation, ce discernement, cette observation, ces avancées technologiques et économiques pour tous, il faut un peuple éclairé, éduqué, formé. Il y a dans la démocratie une exigence : le peuple doit être instruit. C'est bien là le nœud du problème. La domination économique des GAFAs en contournant les règles fiscales habituelles à toutes les entreprises, privent les différents pays démocratiques de recettes. Des sommes qui manquent pour mettre en œuvre des projets d'intérêt collectif, l'enseignement entre autres. Le citoyen démocrate s'opposerait alors, à tout ce qui pourrait fragiliser la possibilité de continuer la vie commune. Car, finalement, la démocratie c'est le pouvoir de vivre ensemble, tout simplement en donnant les moyens à tous de débattre.

EDITORIAL



Edito de janvier 2020 : L'aventure c'est l'aventure



Dans la soirée du 19 novembre 2018, à l'aéroport japonais Haneda, un homme se fait arrêter par les agents du procureur de Tokyo. Un personnage de notoriété, plutôt reconnu pour son sens des affaires et ses compétences stratégiques d'entreprises que pour être un voyou, Carlos Ghosn le tout-puissant patron de Renault-Nissan-Mitsubishi est accusé entre autres d'inexactitudes concernant les déclarations de ses propres revenus, les ayant minimisés.

Né en 1954 au Brésil, puis au Liban à l'âge de six ans pour enfin venir à 16 ans en France suivre ses études en classes préparatoires scientifiques de mathématiques supérieures et intégrer l'École des mines, Carlos Ghosn a déjà une enfance pas commune, faite de voyages et de rencontres avec des civilisations différentes, une diversité culturelle hors normes. Dans l'entreprise Michelin à la fin des années 70 jusqu'en 1996 à différents postes de responsabilité dont celui de responsable des opérations du fabricant de pneus en Amérique du Sud, il organise l'absorption d'Uniroyal et Goodrich par Michelin, restructurant à tour de bras.

Arrivé dans le groupe Renault en tant que directeur général adjoint en 1996, il joue un rôle clé dans le redressement économique du groupe en réduisant les coûts. Il en devient le Président directeur général en 2005 et également président du conseil d'administration du groupe japonais Nissan dont il a été PDG en 2017 et 2018, jusqu'en novembre car arrêté par la justice japonaise sur le Tarmac de l'aéroport et mis en prison dans le centre de détention de Kosuge au nord de Tokyo avant d'être en résidence surveillée avec des restrictions quant à ses visites.

Depuis décembre dernier, c'est le rebondissement, fuyant le Japon où il devait être jugé en 2020, Carlos Ghosn a débarqué au Liban dans des circonstances tout à fait ubuesques. Une grande évasion planifiée depuis plusieurs jours, sûrement due également après s'être vu refuser une énième fois un entretien avec sa femme Carole à l'occasion des fêtes de Noël. Déclarant dans un communiqué publié qu'il n'a pas fui la justice mais échappé à l'injustice et la persécution politique. Que penser d'un homme puissant choisissant comment il devrait être jugé, dans un état démocratique du reste ? Il est tout de même accusé d'avoir enfreint la loi japonaise, de s'être échappé à un tribunal et donc de participer à une curieuse conception de la justice. Car même si nous avons découvert en même temps que lui, la dureté des prisons nippones, il a eu cette chance d'avoir été favorisé avec une liberté surveillée, beaucoup moins stricte que les premiers jours de son arrestation. Sans oublier bien sûr que son ancien bras droit, Greg Kelly, considéré comme la cheville ouvrière des montages litigieux est toujours au Japon dans l'attente de son jugement.

Carlos Ghosn s'accroche, malgré l'accumulation de preuves et révélations à défendre la thèse du complot. S'il est libre au Liban, car le mandat d'arrêt international ne s'applique pas dans son pays, il reste dans une prison dorée mais prison tout de même. Une vie qu'il a choisie, ayant signé avec cette évasion extraordinaire, sa culpabilité. Un film à voir prochainement sur Netflix, Carlos Ghosn aurait signé un partenariat d'exclusivité avec la plateforme de streaming. «La Casa del Carlos», prochainement sur vos écrans !

EDITORIAL



Edito de décembre 2019 : Privatiser le vice et le voyage



En novembre, les Français ont pu tous devenir actionnaires de la Française Des Jeux (FDJ) à concurrence de près de 52% de son capital. L'action a d'ailleurs confirmé son succès lors de sa mise sur le marché le 21 novembre, de 19,90 € au prix d'achat, elle a grimpé à 23 € dès sa première cotation ! L'État empoche au passage 2,1 milliards d'euros, une opération réussie comme le souligne le Ministre des finances, Bruno Lemaire, se félicitant du grand retour de l'actionnariat populaire en bourse. Il faudra cependant encore un peu de temps avant de crier victoire, souvenez-vous de la privatisation d'EDF. Surtout que les nouveaux actionnaires représentent finalement peu les 25 millions de joueurs, des investisseurs moins amoureux des risques que les fans du loto et autres tickets à gratter. La tentation pour beaucoup d'entre eux sera grande de vite revendre au vu du bon démarrage de la cotation.

L'État profite de la bonne santé, peut-être un peu surfaite, du marché français qui pourrait s'affaiblir si les tendances au retournement de l'économie mondiale se confirmaient et touchaient la France. De plus, la concurrence explose en ce moment dans le domaine des jeux en ligne. Mais l'État, bien malin, ne se prive pas des dividendes et choisit d'empocher d'un coup vingt-cinq ans de versement pour les investir ailleurs. La mise en bourse de la FDJ reste un test grandeur nature pour le gouvernement qui livre au Privé un produit aussi dangereux et addictif que le jeu de hasard, tout cela peut paraître moralement discutable.

Mais, il semble tout de même plus aisé pour l'État de vendre le vice du jeu plutôt que le voyage au travers de l'Aéroport de Paris (ADP). En effet, quand l'un remporte un succès incontestable, l'autre soulève la colère. Pourtant, dans ces deux cas, l'État se désengage de Services publics bénéficiant d'une concession de monopole. Il semblerait d'ailleurs plus logique de privatiser ADP, ce grand

centre commercial constitué de presque 400 boutiques dont beaucoup de luxe et d'hôtellerie, des activités concurrentielles et qui relèvent normalement du Privé et non de la puissance publique. Sachant que l'État reste souverain du contrôle aérien et de la douane, la privatisation d'ADP n'est pas éternelle, il s'agit d'une concession de l'activité commerciale des aéroports pour une durée limitée de 70 ans. Lancé en juin, le Référendum d'initiative partagée, une consultation populaire ouverte jusqu'au 12 mars 2020, a recueilli aujourd'hui un peu moins d'un million de signature sur les 4,7 millions nécessaires à l'organisation d'un référendum sur la question.

Cette défiance à la privatisation d'ADP est due sûrement à des choix pris dans le passé en matière de décisions de politiques publiques contestables comme la privatisation des autoroutes qui est remise en cause aujourd'hui. La mise en doute également de l'indépendance de l'État vis-à-vis des lobbies d'entreprises privées puissantes comme Vinci pour l'Aéroport de Paris. Mais surtout, à qui la France est prête à céder sa participation dans le groupe ADP ? Doit-elle vendre à des investisseurs français, européens, étrangers ou sur un seul critère de surenchère économique, vendre à un investisseur américain, indien, chinois ou russe ?

EDITORIAL



Edito de novembre 2019 : Fatigué



En novembre, le Congrès International sur le Temps* se tiendra à Paris, l'occasion de revenir sur un phénomène inquiétant. Je ne vous parlerai pas du temps qui passe, ni de l'homme qui a de moins en moins le temps malgré toutes les technologies qui nous en font gagner, mais plutôt du temps de sommeil. D'après les scientifiques les plus aguerris comme Claude Gronfier, neurobiologiste à l'Inserm, spécialiste du sommeil, ce temps de sommeil s'est réduit considérablement en 100 ans, une perte de deux heures par jour, soit moins vingt à moins vingt-cinq pourcent en moyenne pour un dormeur lambda comme moi. C'est énorme pour notre régulation biologique...

Ce n'est pas un scoop, le temps passé devant les écrans que sont les smartphones, téléviseurs ou ordinateurs perturbe notre cycle de sommeil. Nos modes de vie se sont peu à peu opposés au sommeil, c'est devenu normal de moins dormir mais chez tout être vivant, il existe une horloge biologique interne et son rythme est circadien, c'est-à-dire basé sur le cycle des 24 heures, régulant le système veille/sommeil. En cette rentrée automnale et bientôt hivernale, la baisse de la lumière la journée et surtout le trop plein d'écran le soir vont avoir de grandes conséquences sur notre sommeil. Le médecin neurologue encourage aujourd'hui le «couvre-feu numérique» en suspendant toute utilisation technologique comme les portables, tv,... une heure avant de se coucher, sinon l'endormissement sera retardé. Claude Gronfier préconise donc de respecter une hygiène lumière et une hygiène sommeil afin d'éviter un grand nombre de troubles.

On sait dorénavant que dormir moins de 6 h réduit la vigilance dans la journée, augmente

l'irritabilité et perturbe les relations familiales et donc directement la qualité de vie et le travail. On pourrait, toujours d'après les spécialistes, rajouter un risque élevé d'obésité, de diabète de type 2, d'hypertension, de problèmes cardiaques et donc d'accidents. Une envie soudaine de plus dormir nous prend, vu la liste effrayante de pathologies développées par le manque de sommeil.

Comment alors améliorer son sommeil ? Moins d'écrans le soir, on l'a vu, encore moins dans la chambre (bon courage aux parents d'ados !) sans sonnerie de portable non plus (le mode «avion» existe, si, si), dans le noir complet, avec une température idéale de 18° ni plus ni moins, pas de café, ni de thé le soir. On peut également faire la promotion de la sieste, personnellement je l'adore mais jamais plus de 30 mn.

Même s'il y a 100 ans, nous devons vivre bien plus au rythme d'une journée, c'est-à-dire jour/nuit, nous avons du mal à pouvoir imaginer la vie de nos arrière-arrières-grands-parents qui, à la nuit tombée, n'avaient plus que la flamme pour s'éclairer. L'heure du coucher et lever du soleil n'a vraiment plus d'importance depuis peu finalement à l'échelle de l'humanité et même si la plupart d'entre nous continuons à nous coucher le soir, la contrainte des horaires de bureau et d'écoles y est pour beaucoup. Et demain ? Grâce notamment au télétravail, au rythme d'internet, certains feront leurs courses à 2h du matin, pendant que d'autres se lèveront, on le voit déjà des temps chamboulés dans les grandes villes. Une vie 24/24, 7/7, chacun à son rythme où rien ne s'arrête. Mais au contraire des machines, nous avons besoin d'un sommeil réparateur, nos cernes nous remercieront ! C'est quand qu'on dort ?

** Congrès International du Temps du 21 au 23 novembre à la Cité des Sciences à Paris*

EDITORIAL



[Edito de octobre 2019 : Voyage en absurdie](#)



J'aime les épreuves mondiales à la télévision à défaut d'être sur place. Quel que soit le sport, les meilleurs athlètes se rencontrent et c'est toujours, pour moi, un spectacle à vivre en direct. Mais, entre la chaleur suffocante, l'absence de spectateurs qui saute aux yeux et qui interroge, l'organisation défailante et l'écologie malmenée, les Mondiaux d'athlétisme à Doha du 27 septembre au 6 octobre sont une démonstration flagrante de ce que l'argent peut engendrer comme bêtise et vanité humaines !

Ces 42 degrés rendent, pendant la journée, toute balade extérieure impossible et, avec 75% d'humidité, proposent un véritable sauna à ciel ouvert. Les épreuves, donc, se déroulent la nuit - ce qui n'est pas pour me déplaire, la journée je ne pourrais les voir - mais, même quand le soleil est couché, les températures flirtent tout de même avec la barre des 35° et les abandons arrivent en cascade à l'exemple du Français Yohann Diniz, champion du monde 2017 à Londres ou des 28 athlètes féminines sur 68 engagées pour le marathon. Des épreuves en extérieur handicapant les participants hors de l'enceinte du Khalifa stadium où grâce à un climatiseur géant, la température reste à 25°. A-t-on vraiment mis les athlètes en avant en organisant les jeux dans le désert ? On en doute et ceux qui restent réalisent des temps loin des records face aux nombreux athlètes défilant sous la tente médicale, images à l'appui de défaillances frappantes.

Tout cela se passe avec un nombre anormalement bas de spectateurs dans le stade, 8 000

spectateurs pour la finale du 100 m samedi 28 septembre dans un espace pouvant en accueillir 48 000. Peu de mobilisation des qatariens, 50 000 billets ont été vendus pour l'ensemble de la compétition, absence de sanitaires pour les femmes dans les stades et parait-il, ce sont les travailleurs immigrés qui, amenés par bus entiers, deviennent des fans d'athlétisme !

Et l'impact environnemental, on en parle ? Pour un pays déjà classé parmi les plus mauvais de la planète en terme d'empreinte écologique, la question est loin d'être neutre. Car cet événement qui se déroule en ce moment et celui à venir en 2022, le Mondial de Football, doivent servir de vitrine écologique au Qatar qui compte que 2.6 millions d'habitants. Un seul des 8 stades prévus pour la Coupe du Monde de foot accueille les Mondiaux d'athlétisme et l'on sait déjà que les 3 000 bouches de climatisation permettant de rafraîchir le stade sont très coûteuses en énergie. On connaissait les canons à neige, maintenant ce sont les canons à climatisation. Les organisateurs répètent que les technologies employées sont innovantes et utilisent 40% d'énergie en moins, on reste perplexe pour un stade à ciel ouvert. Le Qatar investit bien en masse dans l'énergie solaire, cependant à cause des fortes chaleurs et de la poussière, cette solution n'est pas la plus viable, le Khalifa stadium n'étant pas encore alimenté par cette énergie ! Les Mondiaux à Doha ne sont pas à un paradoxe près : un stade climatisé qui se transforme en guirlande lumineuse la nuit, d'ailleurs à outrance de l'eau de mer mais limitation des bouteilles d'eau en plastique. Est-ce que des Championnats du Monde au Qatar sont bien raisonnables si ce n'est que pour l'argent ? D'ailleurs à qui profite-t-il ?